



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires**

Service eau-environnement  
Cellule milieux aquatiques et pêche

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Annecy, le 20 avril 2022

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Décision préfectorale n° DDT-2022-0591**

**portant opposition à déclaration au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement**

**SUNFLOWERS SAS**

**Commune de SILLINGY**

**VU** Le code de l'environnement, notamment ses articles R214-1 à R214-32, les articles L211-1 et L214-3 II, 2° alinéa ;

**VU** l'arrêté du 30 mai 2008 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations d'entretien de cours d'eau ou canaux soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3210 de la nomenclature annexée au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement ;

**VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée, approuvé le 21 mars 2022 ;

**VU** l'arrêté n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à Monsieur le directeur départemental des territoires ;

**VU** l'arrêté n° DDT-2022-0397 du 15 mars 2022 de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires ;

**VU** le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement reçu le 09 mars 2022, présenté par SUNFLOWERS SAS, enregistré sous le n° 74-2022-00027 et relatif à l'aménagement d'un bassin de rétention des eaux pluviales à proximité de l'École Bilingue Internationale de Haute-Savoie (EBIHS) sur la commune de SILLINGY ;

**VU** le dossier des pièces présentées à l'appui dudit projet et comprenant notamment :

- identification du demandeur ;
- localisation du projet ;
- présentation et principales caractéristiques du projet ;
- rubriques de la nomenclature concernées ;
- document d'incidences ;
- moyens de surveillance et d'intervention ;
- éléments graphiques ;

**CONSIDÉRANT** que l'autorité administrative peut s'opposer à l'opération projetée s'il apparaît qu'elle est incompatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux ou porte aux intérêts mentionnés à l'article L211-1 une atteinte d'une gravité telle qu'aucune prescription ne permettrait d'y remédier ;

**CONSIDÉRANT** que le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée précise, dans ses principales orientations, la nécessité de respecter le fonctionnement naturel des milieux et œuvrer pour leur restauration et leur préservation, notamment au regard de l'orientation fondamentale n°5A portant sur la limitation de l'imperméabilisation des sols ;

**CONSIDÉRANT** que l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) n°6 du PLU de la commune de SILLINGY prévoit pour la gestion des eaux pluviales en l'absence de réseau, sur le tènement du projet, la réalisation de noues paysagères pour la récupération des eaux pluviales alors que le pétitionnaire prévoit le rejet dans le ruisseau de la Sousdarde après temporisation en noue paysagère attestant ainsi d'une incompatibilité des documents techniques ;

## **DÉCIDE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> – Opposition à déclaration**

En application de l'article L 214-3, II 2° paragraphe, du code de l'environnement, il est fait opposition à la déclaration présentée par SUNFLOWERS SAS, enregistré sous le n° 74-2022-00027 et relatif à l'aménagement d'un bassin de rétention des eaux pluviales à proximité de l'école EBIHS, sur la commune de SILLINGY.

### **ARTICLE 2 – Sanctions administratives et pénales encourues**

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, la société SUNFLOWERS SAS est passible des sanctions administratives prévues par les articles L 171-7 et L 171-8 du code de l'environnement, ainsi que des sanctions pénales prévues par l'article L 173-1 du même code.

### **ARTICLE 3 – Respect du droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

### **ARTICLE 4 – Publication et information des tiers**

Une ampliation du présent arrêté sera transmise à la mairie de la commune de SILLINGY, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Haute-Savoie pendant une durée d'au moins 6 mois.

### **ARTICLE 5 – Voies et délais de recours**

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble :

1° par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Il est également possible de saisir la juridiction administrative par le biais du portail "télérécourts citoyens", accessible au public à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **ARTICLE 6 – Exécution**

MM. le directeur de la société SUNFLOWERS SAS, maire de la commune de SILLINGY, le chef du service départemental de l'OFB de la Haute-Savoie, le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans la mairie intéressée.

Ampliation du présent arrêté sera adressée pour information :

- au délégué régional de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques.

Pour le préfet et par délégation  
P/Le directeur départemental des territoires  
Le chef du service eau-environnement



Damien ASSADET